

Au Burundi, la violence et les divisions des Imbonerakure

Deutsche Welle, 16.05.2018 Le bras armé du pouvoir est accusé d'avoir instauré un climat de terreur durant la campagne électorale. Mais les divisions apparues en son sein illustrent les tensions qui gnent autour du président Nkurunziza.

"Au terme d'une campagne à sens unique, où la promotion du Non ou de l'abstention ont servi de prétexte à des électeurs enrôlés de force, les Burundais sont invités à se prononcer le 17 mai sur un projet de réforme constitutionnelle", introduisait dans une note publiée mardi 15 mai, la FIDH et la Ligue burundaise des droits de l'Homme Iteka. "En croire ces deux organisations, cette campagne aura été largement incontrôlée et utilisée comme un outil de répression supplémentaire, alimentant les crimes graves auxquels se livre le pouvoir depuis trois ans". Selon elles, "des opposants ont été victimes de représailles pour avoir participé à la campagne pour le Non et des dizaines d'entre eux ont été arrêtés, détenus et tabassés depuis mi-avril". Climat de terreur Ce climat de terreur au Burundi est imputé aux jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure. "Durant cette semaine de propagande pour le référendum, les Imbonerakure ont été très actifs dans la répression des membres de l'opposition, surtout les membres de Amizero yaburundi. Ils ont arrêté, torturé et même tué les membres de Amizero yaburundi. Dans la documentation que Iteka a faite pendant cette période, au moins un membre de Amizero yaburundi a été assassiné par ces Imbonerakure dans la commune de Ntega Kirondo (dans le nord du Burundi, ndlr)." 90% des arrestations et des tortures ont été faites par ces mêmes Imbonerakure dans tout le pays, note le président et représentant légal de la Ligue burundaise des droits de l'homme (Iteka), Anchaire Nikoyagize. Il précise que des Imbonerakure ont dressé des barrières pour empêcher des militants de se rendre à des meetings. Les forces de l'ordre et les autorités locales ont cherché à entraîner la tenue de certains rassemblements d'opposition. Comportement "exemplaire" Au sein du parti au pouvoir, on se félicite plutôt du comportement "exemplaire" de ces Imbonerakure. "Nos jeunes ne sont pas instrumentalisés, ils ne sont pas manipulés. Ils sont là pour suivre les idéaux et la discipline du parti", rassure la secrétaire nationale chargée de l'information et de la communication du CNDD-FDD, Nancy Ninette Mutoni. "Ils sont meilleurs que les autres et très tolérants. Être tolérant et avoir de la retenue face à des provocations comme celles de l'opposition radicale, ce n'est pas donné à tout le monde. Ce sont des allégations non vérifiées et sans fondements sur terrain", ajoute Nancy Ninette Mutoni qui assure à la DW faire également partie de la Ligue des jeunes de son parti. Nkurunziza conteste-t-il l'intérieur de son système ? Les pressions exercées devraient avoir un impact dans les urnes jeudi (17 mai). Il semble néanmoins que les soutiens à Nkurunziza se fissurent avec notamment une partie des jeunes du parti au pouvoir qui appelle à voter Non. "Beaucoup ne veulent pas que le président Nkurunziza reste au pouvoir. Ceux qui le défendent parmi nous sont des Imbonerakure de second rang. Ceux qui ne connaissent pas la philosophie du mouvement. Nous sommes divisés en deux catégories", a avoué un Imbonerakure qui tient à rester anonyme pour des raisons de sécurité. Considérant comme une milice, les Imbonerakure ont aussi à étendre leur capacité de nuisance même au-delà des frontières burundaises. Plusieurs réfugiés burundais dans la sous-région redoutent en effet leur mode opératoire qui passe souvent inaperçu. Constitution taillée sur mesure Pour la FIDH, la réforme constitutionnelle voulue par le président Pierre Nkurunziza est dangereuse. Car elle risquerait de saper les bases de la Constitution de 2005 et des accords d'Arusha signés en 2000 à Arusha en Tanzanie, sous l'égide de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela. Ces accords, la FIDH, avaient favorisé la conciliation nationale, notamment à travers une répartition des trois principales ethnies du pays (Hutus, Tutsis et Twas) au sein des différents organes des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, et de l'armée. Selon l'ONG de défense des droits de l'Homme, la nouvelle constitution, si elle est promulguée, laisserait notamment possibilité au Sénat de modifier, voire supprimer, au cours des cinq prochaines années, les équilibres ethniques en vigueur. Présidence à vie ? La nouvelle Constitution soumise au référendum a sauté le verrou de la limitation du mandat présidentiel qui passe de cinq à sept ans renouvelable une seule fois. Ce qui permettrait à Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer deux autres mandats à l'expiration de celui en cours en 2020. Cette disposition pourrait à lui assurer 14 à autres années de pouvoir supplémentaires à la tête du pays. Intégralité de l'interview avec "Bruno", Imbonerakure (Ligue des jeunes du CNDD-FDD) à - Le nom a-t-il été modifié pour préserver sa sécurité. DW- Pourquoi vous choisi d'être un Imbonerakure ? C'est parce que j'ai vu qu'il y avait de l'injustice dans le pays. DW : Comment travaillez-vous ? Nous faisons des patrouilles nocturnes, nous surveillons aussi nos opposants (ceux qui sont contre le 3e mandat de Nkurunziza), le jour comme la nuit. Comment ils critiquent le pouvoir. DW : Il arrive qu'un Imbonerakure soit puni ? Oui quand il passe outre les ordres. Les instructions données par l'hierarchie. DW : Pourquoi les Imbonerakure ne respectent pas les forces de l'ordre ? Parce que nous travaillons beaucoup plus que les policiers, nuit et jour. Et quand on signale un opposant, les policiers traînent les pieds. DW : Est-ce qu'il y a des Imbonerakure qui souhaitent se retirer de leur mouvement ? Oui. Ils sont nombreux. Mais c'est difficile de se retirer suite parfois à l'influence qu'on a dans le groupe. Chaque Imbonerakure est d'abord connu dans sa localité et on se rencontre une fois la semaine. DW : Les Imbonerakure souhaitent-ils le changement du régime Nkurunziza ? Ou bien que le président Nkurunziza reste au pouvoir à jamais ? Non. Beaucoup ne veulent pas que le président Nkurunziza reste au pouvoir. Ceux qui le défendent parmi nous sont des Imbonerakure de second rang. Ceux qui ne connaissent pas la philosophie du mouvement. Nous sommes divisés en deux catégories. DW : Il arrive qu'on vous réunisse pour vous parler des droits de l'homme ou de la justice internationale ? Oui, mais pour nous expliquer essentiellement l'attitude à adopter face à l'ennemi. Pour ce qui est de la justice. C'est nous qui formons la justice, nous ne sommes pas inquiétés. DW : Un message ou conseil à tes compagnons ? C'est qu'il faut aimer notre pays. Ne pas ternir son image. Soit nous les jeunes parce que c'est nous qui souffrons.

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```